



Charlotte Blandiot-Faride
Maire de Mitry-Mory

Chers Noyeux, Chers Noyeuses

Dans un contexte social déjà fragilisé et empli d'inquiétudes, marqué par l'inflation et l'envolée des prix de l'énergie, le report de l'âge légal du départ à la retraite et l'augmentation de la durée de cotisation assombrissent encore plus les perspectives d'avenir de nos concitoyens.nes.

Report de l'âge légal à 64 ans, au minimum, allongement de la durée de cotisation, suppression des régimes spéciaux, c'est l'annonce d'un recul social sans précédent avec des conséquences lourdes sur la vie quotidienne et la santé des citoyens.nes.

Cette réforme va d'abord pénaliser ceux qui ont commencé à travailler tôt, ceux qui, avant même d'atteindre l'âge de la retraite se retrouvent sans emploi, au chômage, au RSA ou en invalidité, ceux qui ont des métiers à forte pénibilité.

Et que dire des femmes qui, une fois de plus, seront pénalisées parce que femme, alors qu'elles sont déjà les plus touchées par la précarité et les inégalités. Quant à la jeunesse, déjà fortement attaquée par des réformes toujours plus injustes et qui poussent à la précarité, elle voit son avenir s'effiloche alors que l'accès aux études et au monde du travail est déjà une difficulté.

Autant de femmes et d'hommes qui ne tiendront pas jusqu'à 64 ans, ou plus, comme l'impose cette réforme ô combien cynique alors même que 25% des plus modestes sont déjà décédés avant 62 ans.

Il est insupportable d'entendre le gouvernement se vanter d'une supposée avancée sociale en rétablissant dans une moindre mesure des critères de pénibilité qu'ils ont supprimés en 2017.

Injuste et brutale, cette réforme est également injustifiée. En effet, le conseil d'orientation des retraites affirme qu'il n'y a aucune urgence financière et que notre système de retraites n'est pas en péril, contrairement à ce que martèle le gouvernement.

Et face à d'éventuels problèmes à venir, d'autres solutions existent. Augmenter les salaires, établir l'égalité salariale, instaurer une taxe sur la fortune des milliardaires, remettre en cause les baisses d'impôts pour les grandes entreprises, travailler sur l'embauche des seniors... autant de solutions que le gouvernement n'évoque pas et ne veut pas entendre.

C'est pourquoi, le 7 février dernier, le conseil municipal a voté à la majorité un vœu pour que le gouvernement retire son projet de réforme.

Cette réforme est rejetée par la majorité des citoyennes et citoyens et les mobilisations historiques illustrent clairement ce rejet.

Les Françaises et les Français qui contribuent à la richesse de notre société par leur force de travail, aspirent aussi à profiter d'une retraite méritée et surtout de la vivre en bonne santé.

Nous restons mobilisés contre cette réforme brutale, injuste et injustifiée et nous apportons notre soutien aux salariés et retraités en lutte.

La réforme du droit à la retraite et de son financement doit être débattue démocratiquement et faire l'objet d'un référendum auprès de la population, première concernée.

Bien à vous,

Charlotte Blandiot-Faride